



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion

Section départementale du Tarn

MOTION CTPD du 8 septembre 2011

Dans le département du Tarn, comme ailleurs en France, cette rentrée dans le premier degré se fait sous le signe de la dégradation continue des Services Publics au nom des « nécessaires économies » pour combler un déficit budgétaire imposé par les banques. La suppression des postes d'enseignant-es se poursuit cette année encore au mépris des personnels, des usagers, de la qualité des enseignements. On ne peut plus demander à l'école de remplir ses missions en diminuant sans cesse les moyens indispensables à son bon fonctionnement.

La disparition des postes d'aide à la direction sans augmentation du temps de décharge pour la direction d'école va mettre les directeurs/trices d'écoles dans l'impossibilité de remplir leur mission. Ils ne pourront pas assumer les 20 heures hebdomadaires qui étaient réalisés par ces personnels.

Le SNUipp demande la création d'emplois statutaires avec des personnels formés pour l'aide administrative à la direction et à la scolarisation des élèves handicapés.

A cette rentrée, le nombre d'élèves scolarisés dans le premier degré est égal à celui de 1984 mais il manque 140 enseignant-es pour retrouver le taux d'encadrement d'alors.

Les conséquences de cette réduction de postes sont nombreuses :

- Les moyens des RASED, sont continuellement diminués par les suppressions de postes et le manque de départs en formation. La disparition des maîtres E semble déjà programmée. L'aide aux enfants en difficulté reste sans réponse sérieuse, et ce n'est pas l'Aide Personnalisée qui pourra remplacer ces personnels spécialisés. Ce sont les plus démunis qui seront sacrifiés.
- La scolarisation des 2 ans (plus de 50% en 2004) n'est plus qu'un souvenir, même dans les dispositifs ECLAIR où des enfants de 2 ans sont en liste d'attente, les capacités d'accueil étant atteintes.
- Les classes sont de plus en plus chargées, surtout en maternelle comme à Lavaur, Graulhet, Brens, Cagnac... Le travail y devient insupportable pour les enseignant-es .
- Ce sont les postes de remplaçants qui serviront, en priorité, à gérer la pénurie due à la politique de restriction budgétaire. Vous avez, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, déjà prévu d'en supprimer 24 à la rentrée prochaine pour répondre aux suppressions de postes prévues dans le budget 2012. L'annonce d'un délai de carence de 48h00 met gravement en danger la continuité du service publique à laquelle vous faites pourtant souvent référence.
- La formation continue se réduit, elle aussi, d'année en année, et ne permet plus aux enseignant-es de faire face aux indispensables évolutions du métier.

- Les évaluations, l'aide individualisée, Base Elève, la mise en place des nouveaux projets d'école, et toutes les nouvelles tâches qui viennent s'ajouter chaque jour rendent la direction d'école plus difficile à gérer, sans qu'aucun moyen, ni aucune mesure sérieuse ne soit annoncée.
- Les lauréat-es du concours 2011 sont envoyés sur le terrain sans formation initiale préalable, ce qui est une pure aberration au regard de ce qui se passe dans les pays dont les résultats aux évaluation PISA sont les meilleures

L'année scolaire passée a vu la mise en place de nombreuses réformes imposées sans concertation et qui ont induit de nombreuses difficultés de fonctionnement dans les écoles. Cette politique du fait accompli ne doit pas laisser croire au Ministre que les enseignant-es les ont acceptées. Les mouvements de résistance continuent.

Le SNUipp revendique une autre politique pour l'Ecole Publique avec :

- La scolarisation des élèves de 2 ans pour toutes les familles qui le souhaitent.
- Des moyens en personnel et en formation pour restaurer et développer les RA-SED afin d'assurer le soutien aux élèves en difficulté sur le temps de classe par des personnels spécialisés.
- Une formation professionnelle initiale rémunéré, d'au moins 2 ans.
- Une formation continue accessible à tous d'au moins 40 semaines sur une carrière.
- Des moyens de remplacement à la hauteur des besoins.
- Plus de maîtres que de classes pour travailler en petits groupes sur le temps d'enseignement et non en dehors comme pour les APE et les stages de remise à niveau. L'efficacité de ces dispositifs n'a curieusement, fait l'objet d'aucune évaluation à ce jour.
- Un taux d'encadrement inférieur à 25 élèves par classe, 22 en RAR et RRS.
- Du temps supplémentaire de décharge et des moyens pour la direction et le fonctionnement de l'école.

Un rapport de l'OCDE de 1976 préconisait déjà la privatisation des Services Publics. Pour ne pas heurter les citoyen-es il était conseillé de ne pas fermer brutalement ces services mais de ne plus leur donner les moyens de fonctionner pour les discréditer aux yeux de la population et les remplacer par des entreprises privées. Les libéraux sont patients. Il n'est pas facile de casser en quelques années ce qui a fait le socle de notre République depuis plus de 100 ans. Certains s'y emploient depuis de nombreuses années, nous ne les laisserons pas détruire ce qui fait le ciment de notre société.

Les Services Publics sont le bien commun de tous et de toutes et la seule richesse de ceux et celles qui n'ont rien. En ces temps où la misère va croissante pendant que les profits se redressent il est de notre devoir de citoyens de sauvegarder et de développer des Services Publics au service de tous et de toutes.